

Pour en finir avec les talibans

Si il est, dans le monde, un régime qui mérite la palme de l'ignominie, c'est bien, en Afghanistan, celui des talibans. Dans ce pays dévasté par la guerre où il est désormais interdit de regarder un film, de suivre une émission de télévision, de jouer ou de contempler un bouddha millénaire, les femmes n'ont plus droit de cité depuis longtemps. Privées de tout, battues si d'aventure elles montrent un bout de leur peau, lapidées lorsqu'elles sont adultères, les femmes afghanes sont réduites à une sous-humanité qui n'a guère d'équivalent ailleurs. La dernière fantaisie des mollahs fous de Kaboul consiste à imposer une marque distinctive sur les vêtements des non-musulmans.

Alors, comment ne pas penser à l'étoile jaune cousue par les nazis sur les habits des juifs et comment ne pas frémir en imaginant la suite? Nous savons, parce que nous l'avons vu et parce que nous l'avons appris, qu'il n'y a pas de limites à la surenchère du pouvoir lorsqu'il est absolu, illégitime et incontrôlable. Les talibans exercent sur l'Afghanistan – qui pourrait encore en douter? – un pouvoir absolu et illégitime. Le seul contre-pouvoir à l'extrémisme talibans, c'est celui

de la communauté internationale, dont on connaît par ailleurs l'inefficacité chronique. Alors, que faire? Signer une motion de protestation? Faire adopter par une quelconque assemblée politique une résolution portant condamnation du régime? Manifester, à Paris, à Berlin ou à Rome? Exiger, en vain, une intervention militaire? Ou bien se résigner et se dire que, depuis que le monde est monde, les dictatures ont toujours existé; que, globalement, au fil des siècles, les choses ont évolué positivement et que les talibans s'effondreront d'eux-mêmes, un jour ou l'autre?

Nous savons pourtant que la force militaire des talibans serait considérablement amoindrie si l'aide que leur apporte le Pakistan venait à cesser. Voilà qui est beaucoup plus intéressant. Autant n'avons-nous quasiment aucun moyen de pression sur l'actuel régime afghan, autant nous avons quelques raisons de penser que les autorités d'Islamabad seraient infiniment plus enclines à nous

Les timides protestations occidentales n'effraient pas les mollahs afghans. Loin de là. Le seul moyen de pression, aujourd'hui, doit provenir de l'extérieur. La France doit faire pression sur le Pakistan, qui est le principal fournisseur des talibans.

Par Thierry Jean-Pierre
Député européen, Démocratie libérale

écouter si nous nous décidions à taper du poing sur la table. La dette extérieure du Pakistan est en effet supérieure à 37 milliards de dollars, ce qui est considérable. L'aide apportée par la communauté internationale lui est donc cruciale. Ce pays est aussi en proie à une guerre de basse intensité avec son puissant voisin indien, et son budget militaire (24 % du budget national) se veut à la hauteur de ce conflit. Nous disposons donc de deux puissants moyens de pression: la double menace de suspension de l'aide internationale et de cessation de la coopération militaire, directe ou indirecte.

Quel rôle la France peut-elle jouer dans cette partie d'échecs diplomatico-financière? Dans le domaine civil, la France est la sixième cliente du Pakistan, ce qui n'est pas négligeable, tandis qu'elle est son dix-huitième fournisseur. Dans le domaine militaire, le Pakistan a été, pour l'année 1999, le deuxième client de la France, avant l'Arabie Saoudite et juste après les Emirats arabes unis. Dès lors, on com-

prend mieux le silence assourdissant de notre diplomatie sur la crise régionale. Le carnet de commandes de notre industrie d'armement risquerait en effet de pâtir d'initiatives à l'emporte-pièce.

Quelle est donc cette diplomatie qui préfère vendre des sous-marins à une junte militaire plutôt que de porter secours à ceux que l'on opprime? Car, non contents d'avoir confisqué à leur profit une démocratie naissante, les généraux putschistes pakistanais ont, en choisissant le tout-militaire, abandonné leur peuple à une pauvreté endémique, à la corruption, au trafic de drogue et au travail des enfants à grande échelle. Et, comme si cela ne suffisait pas, ils soutiennent au grand jour les folies d'un autre âge de leurs voisins afghans. La France est, dit-on, la patrie des droits de l'homme. Serait-elle devenue celle du cynisme d'Etat? Une délégation de talibans a été reçue à deux reprises ces derniers mois au Quai d'Orsay. Ils ont été tancés, affirme-t-on. Reçoit-on des au-

teurs de crime contre l'humanité pour les réprimander? Cette admonestation, un brin surréaliste, a-t-elle eu le moindre effet sur la vie des Afghanes et sur celle des 2 millions de réfugiés qui ont fui la guerre et la dictature des mollahs? Quand, demain, après les avoir marqués de jaune, les maîtres de Kaboul décideront de l'extermination des minorités religieuses vivant encore en Afghanistan, que fera le Quai d'Orsay? Enverra-t-il seulement un télégramme de protestation?

La France doit menacer de surseoir à toute aide militaire et à tout négoce avec le Pakistan. Elle doit saisir la communauté des nations afin de prendre des sanctions contre un régime dont la politique régionale est suicidaire. Elle doit redevenir le fer de lance de l'action internationale contre les dictatures et les violations des droits de l'homme. Elle doit, portée par son histoire, tenter de dire au monde combien l'horreur imposée par les talibans au peuple afghan est insupportable et imposer la création d'une juridiction internationale sur les crimes commis dans la région. Tout cela vaut bien quelques sous-marins... ■